de l'Organisation des Nations Unies, de la manière la plus rentable, d'ici à la fin de 1993;

c) De distribuer immédiatement après publication le texte des nouvelles recommandations et des recommandations modifiées aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organisations internationales concernées;

3. *Invite* tous les gouvernements, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales concernées à faire part au Secrétaire général de leurs observations sur les travaux du Comité, en les accompagnant éventuellement de commentaires sur les recommandations modifiées;

4. *Invite* tous les gouvernements intéressés et les organisations internationales concernées à tenir pleinement compte, dans l'élaboration des codes et règlements appropriés, des recommandations du Comité;

5. *Invite* tous les gouvernements et les organisations internationales intéressées par la mise en œuvre du chapitre 19 d'Action 21 et participant à l'établissement d'un système de classement et d'étiquetage mondialement harmonisé pour les produits chimiques à éviter les doubles emplois dans leurs activités et à faire en sorte que le nouveau système s'inspire dans toute la mesure possible du système bien reconnu et mis en œuvre sur le plan international, établi par le Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, ou qu'il soit compatible avec lui;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la représentation du secrétariat du Comité d'experts en matière de transport de marchandises dangereuses aux réunions appropriées des organisations internationales qui se sont engagées à appliquer les recommandations du Comité ou qui participent au processus d'harmonisation mondiale des systèmes de classement et d'étiquetage pour les produits chimiques;

7. *Recommande de nouveau* que des fonds suffisants soient prévus pour appuyer les travaux du Comité;

8. *Recommande* que le personnel nécessaire pour assurer un service adéquat du Comité continue d'être prévu et que le poste vacant d'administrateur soit pourvu en priorité;

9. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil, en 1995, un rapport sur l'application de la présente résolution.

*45^e séance plénière
29 juillet 1993*

1993/51. Coordination des activités de lutte contre le virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) des organismes des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida et sur la coordination des activités de lutte contre le VIH et le sida au niveau mondial et au niveau des pays¹⁴²,

Se félicitant de la création, par le Comité de gestion du programme mondial de lutte contre le sida, du Groupe spécial

pour la coordination de la lutte contre le VIH/sida, avec un mandat de deux ans.

Prenant note des décisions 93/14 et 93/27 A du 18 juin 1993, adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa quarantième session¹⁴³

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé¹⁴² et invite l'Organisation mondiale de la santé et les autres organismes et organes pertinents des Nations Unies à poursuivre les efforts qu'ils déploient pour combattre, à tous les niveaux, la pandémie de VIH/sida, en accordant toute l'attention voulue à ses aspects multisectoriels;

2. *Fait pleinement sienne* la résolution WHA 46.37 de l'Assemblée mondiale de la santé, en date du 14 mai 1993¹⁴⁴, dans laquelle le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé est prié d'étudier, en étroite collaboration avec tous les organes et organismes concernés des Nations Unies, la faisabilité et l'opportunité de créer un programme des Nations Unies conjoint et mené de concert pour lutter contre le VIH et le sida et d'élaborer des options pour ce programme;

3. *Engage* les chefs de secrétariat du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et invite les chefs de secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Banque mondiale à coopérer pleinement au processus de consultation établi par la résolution WHA 46.37 de l'Assemblée mondiale de la santé pour l'exécution de cette étude, et demande au Groupe spécial de coordination de lutte contre le VIH et le sida, créé par le Comité de gestion du Programme mondial de lutte contre le sida, de participer activement à ce processus de consultation;

4. *Prie* le Secrétaire général d'inviter le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé à inclure les résultats de l'étude susmentionnée dans le prochain rapport biennal sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida qu'il présentera à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

*45^e séance plénière
29 juillet 1993*

1993/52. Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 47/172 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992,

Rappelant sa résolution 1992/57 du 31 juillet 1992,

Guidé par les principes de la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force et rappelant les résolutions 242 (1967) et 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 17 décembre 1981.

Rappelant également la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1^{er} mars 1980, et les autres résolutions affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, en date du 12 août 1949⁴³, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967.

Constatant avec préoccupation l'implantation par Israël, Puissance occupante, de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, ainsi que l'installation de nouveaux immigrants dans ces territoires,

Se félicitant du processus de paix au Moyen-Orient amorcé à Madrid le 30 octobre 1991 et conscient que le gel complet de toute activité d'implantation de colonies de peuplement augmenterait sensiblement les chances de voir ce processus progresser,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les conséquences économiques et sociales de l'établissement de colonies israéliennes dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem et le Golan syrien, occupé depuis 1967⁴⁴;

2. *Déplore* l'implantation par Israël de colonies de peuplement dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, et considère ces colonies de peuplement comme illégales et constituant un obstacle à la paix;

3. *Constata* les répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé;

4. *Déplore vivement* les pratiques d'Israël dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment les confiscations de terres, l'appropriation des eaux, l'épuisement d'autres ressources économiques et le déplacement et l'expulsion de la population de ces territoires;

5. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources économiques et considère toute violation de ce droit comme dépourvue de toute validité juridique;

6. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution

45^e séance plénière
29 juillet 1993

1993/53. Quatrième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1988/73 du 29 juillet 1988, relative à la troisième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole,

Ayant à l'esprit la résolution 47/149 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1992, relative à l'alimentation et au développement agricole, dans laquelle elle note en le déplorant que la faim et la malnutrition ont empiré et réaf-

firme que le droit à la nourriture est un des droits universels de l'homme.

Prenant note de la résolution 47/197 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, relative à la coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement, qui, entre autres, invite tous les donateurs à verser des contributions généreuses pour la quatrième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole,

Ayant à l'esprit la résolution CM/Res.1471 (L.VIII) sur la quatrième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, lors de sa cinquante-huitième session ordinaire tenue au Caire du 21 au 26 juin 1993⁴⁶,

Exprimant de nouveau sa profonde préoccupation devant le nombre croissant d'êtres humains, spécialement de femmes, qui continuent, sous l'effet d'une pauvreté aiguë, de souffrir de la faim et d'une sous-nutrition chronique,

Insistant sur la nécessité de renforcer davantage la coopération internationale pour maîtriser la pauvreté et la faim, ainsi que sur l'urgente nécessité d'assurer des financements suffisants à cette fin,

Notant avec satisfaction la contribution du Fonds international de développement agricole à l'action menée pour répondre aux besoins des ruraux pauvres, en particulier des petits exploitants, des paysans sans terre, des femmes rurales et d'autres groupes marginalisés,

Soulignant la nécessité de doter le Fonds international de développement agricole de ressources suffisantes pour consolider dans les années à venir les avancées que cette institution a réalisées depuis les quinze dernières années dans sa lutte contre la faim et la pauvreté,

1. *Invite* tous les pays à faire preuve de la volonté politique et du pragmatisme nécessaires pour renforcer l'appui multilatéral aux actions menées contre la faim et la pauvreté;

2. *Engage* tous les États membres du Fonds international de développement agricole, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, et les autres pays en développement, à continuer de tout mettre en œuvre durant le processus de négociation pour réaliser la quatrième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole au plus haut niveau possible dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant la fin de 1993.

45^e séance plénière
29 juillet 1993

1993/54. Promotion de la liberté de la presse dans le monde

Le Conseil économique et social,

Avant examiné la note du Secrétariat⁴⁷,

Ayant pris connaissance de la résolution 4.3 de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en date du 6 novembre 1991⁴⁸, figurant en annexe à cette note,

Prenant note de la résolution 47/73 B de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1992, dans laquelle l'Assemblée a décidé, pour des raisons de procédure, de renvoyer la